



ROTARY CLUB DE BEYROUTH (1931)

Premier club du Liban - Doyen du District 2452



Le Bulletin

Volume 85 N°26

Année Rotarienne 2015 – 2016

Réunion du lundi 4 janvier 2016

Président du R.I. : **K.R. Ravindran**

Gouverneur du District : **Mustapha Nasereddine**

Délégué du Gouverneur : **Kamal Katra**

Assistant du Gouverneur : **Simon Daniel**

Président du RC Beyrouth : **Pierre Debahy**

Secrétaire du RC Beyrouth : **Zouheir Bizri**

Devise du Président du RI et du Club pour l'année 2015-2016

« Faire don de soi au monde »

Le Protocole

Ont assisté à la réunion :

31 Rotariens du Club

ARAB Robert	DABBAGH Walid	HAZIRI Habib (PP)	MAHMASSANI Malek (PP)
ASHI Roger	DEBAHY Pierre (P)	HAFEZ Antoine	MEOUCHY Rita
BIKHAZI AZAR Rima	EL SOLH A. Salam (PP)	HAMMOUD Samir (PP)	NASR Elias
BIZRI Zouheir (PN)	FAWAZ Fawaz	JABRE Raymond	NASR Samir
BOULDOUKIAN Meg (PP)	FAYAD Habib	KALDANY Savia (PP)	SAWAYA Assaad (PP)
BOULOS Rosy	FAYAD Halim (PP)	KANAAN Pierre (PP)	SAYDE Maurice (PP)
CHERFAN Aïda	GHANDOUR Misbah	KETTANEH Henry (PP)	TABBARAH Ahmad
CODSI Reine (PP)	GHARZOUZI Gabriel	KRONFOL Nabil	

Rotarien visiteur

- Ibrahim Daher du RC Paris

Annonces du Secrétaire

Les messages d'excuses

En voyage : PP Aziz Bassoul (un mois), PP Roger Tarazi, Joëlle Cattan, Aïda Daou, Antoine Amatoury (3 semaines), Georges Nasr ;

Empêchement : PP Wadih Audi, PP Nicolas Chouéri, PP Mohamad Fawaz, Mansour Bteish, Gabriel Metni.

Prochains évènements du Club

- Lundi 18 janvier 2016 à 20h – Dîner-Conférence de SE M. Ziad Baroud sur « Anticorruption : mode d'emploi » ;
- Lundi 25 janvier 2016 à 13h30 – Conférence de M. Nadim Abourizk, Vice-Président de la Municipalité de Beyrouth, sur « Les espaces verts de Beyrouth » ;
- Vendredi 5 février 2016 à 20h30 – Concert Exceptionnel de l'Orchestre Philharmonique du Liban en l'Église St Joseph des Pères Jésuites, Rue Monnot ;
- Lundi 29 février 2016 à 20h – Dîner-Anniversaire du Club à l'hôtel Le Bristol.

Le Courrier

- Calendrier des évènements de tous les Rotary Clubs du Liban, envoyé par PP Samar Saab ;
- Agenda du RC Beirut Cosmopolitan pour le mois de janvier 2016 ;
- Nous avons envoyé et reçu des vœux des membres du Club et des différents clubs du Liban dont les cartes virtuelles sont affichées au tableau.

Anniversaires de Janvier

Jour de Naissance		Année d'Admission au RCB	
PP Mohamad Fawaz	11	PP Walid Choucair	1996
Misbah Ghandour	28	Ahmad Tabbarah	1996
		IPP Habib Ghaziri	1998
		Gabriel Gharzouzi	2007
		Yahya Hakim	2007
		Rita Méouchy	2011

Compte-Rendu de la Réunion Statutaire

Pierre Debahy a présidé cette première réunion de l'année 2016. Après avoir souhaité une bonne et heureuse année à tous les présents, il a cédé la parole à notre Secrétaire, Zouheir Bizri, qui a annoncé les prochains événements de notre club.

Après le repas, le P Pierre Debahy a invité notre camarade Samir Nasr à entamer sa conférence sur '*L'année 2016 : ça casse ou ça passe*' ; une question que toute personne se pose vu l'instabilité régionale qui nous entoure. Beaucoup d'inconnues et peu de solutions.



Samir Nasr a commencé par souhaiter une Bonne Année à tous les Rotarien(ne)s, « *indépendamment de la conférence qui va suivre* », dit-il.

Il a tout d'abord exposé la situation économique du pays : les facteurs négatifs et positifs. Au cours de son analyse il a insisté sur l'importance de l'introduction de réformes et sur la nécessité de réagir. Des solutions sont proposées afin d'éviter une dégradation irréversible. (*Texte de la conférence en annexe*)

La conférence, vivement applaudie, fut suivie par une session questions/réponses :

1^{ère} question de Gabriel Gharzouzi : Est-ce que l'État a à faire face à un remboursement important de dettes ?

Réponse : Régulièrement ; les nouvelles émissions couvrent les anciennes. D'autre part la souscription aux bons du trésor a été très bonne et les banques ont un bon niveau de liquidité. Nous n'avons pas de problèmes quant au règlement du déficit public.

2^{nde} question de Gabriel Gharzouzi : Quel est le pourcentage de la dette publique par rapport aux banques ?

Réponse : 40 à 50% ; je sais que c'est énorme, mais c'est la seule manière de se faire financer et ça fonctionne. On ne peut plus compter sur l'Arabie Saoudite par exemple qui a 100 milliards de déficit. Il faudra remettre de l'ordre dans nos finances publiques au plus tôt !

Ensuite, le P Pierre Debahy a donné la parole au PP Halim Fayad qui a souhaité rendre hommage au Dr Robert Khouri, Ancien Président du RCB 1989-1990, décédé il y a quelques jours :

« Je viens d'assister aux obsèques de notre ami et Ancien Président Robert Khouri. Pour ceux qui ne l'ont pas connu, c'était un homme exceptionnel, un grand érudit. Il a fait beaucoup de recherches et a écrit plusieurs livres sur : la prise de Constantinople, la médecine arabe et sur le sens de l'éthique. Il avait surtout un excellent sens de l'humour. »

Robert Khouri était cardiologue. Grâce à lui et à Gabriel Dardeau tout le registre du RCB a été reconstitué depuis 1931 (le registre avait brûlé durant la guerre ; les réunions du RCB se tenaient à l'époque au Saint-Georges). »

Avant de clôturer la séance, deux occasions furent célébrées : la première pour l'Épiphanie avec la galette traditionnelle et le tirage du roi et de la reine ; la seconde autour d'un gâteau au chocolat prévu pour les anniversaires de naissance et d'admission des Rotarien(ne)s du mois d'octobre.



La séance a été levée à 15 heures.

Annexe – Conférence de Samir Nasr

« L'Économie Libanaise : Ça passe ou ça casse »

Au premier abord, l'économie libanaise va mal :

- Une balance de paiement en déficit qui atteindra 2.5 millions de dollars.
- Une hausse du déficit public qui atteindra 10 à 11% du PIB.
- Une croissance zéro (0.3% dans le meilleur des cas), la pire depuis 1989.
- Une dette publique de près de 90 millions de dollars soit 145% du PIB.
- Un chômage de près de 25% de la population (37% jeunes).
- Le seuil de pauvreté a été atteint pour plus de 1,7 millions de personnes.
- Le secteur foncier a connu une forte baisse de 20% de transactions.
- Le secteur commercial a connu une chute de 20 à 25%.
- La baisse du prix de pétrole va impacter nombre de Libanais dans les pays producteurs au Golfe et en Afrique et on escompte une baisse des transferts des émigrés de l'ordre de 35% en 2016.
- L'impact des réfugiés syriens au nombre de 1,5 millions sur L'emploi, L'infrastructure les services et les transports, qui est estimée à 2.5 milliards de dollars et qui est très faiblement amortie par les dons extérieurs est en train de bloquer la reprise par un surcote difficile à couvrir.
- Le blocage politique et institutionnel qui risque d'entraver le nombre de décisions et qui déséquilibre la bonne marche des activités.
- La corruption endémique, source de gaspillage et de fraudes, qui détruit le capital confiance.
- La crise dans les pays du Golfe qui va certainement se répercuter sur notre activité économique, sur l'emploi et les transports.
- Les conflits ouverts avec un ébranlement des structures étatiques sources de tension, de flux de réfugiés et de régression économique. En sus, le blocage des frontières réduit considérablement l'export.
- L'incertitude politique qui empêche les décisions d'investissement, qui ralentit l'activité et qui sape la confiance.
- La montée des revendications sectorielles et salariales justifiées mais impossible à satisfaire dans un contexte où les marges de manœuvre sont limitées.
- La déliquescence de l'administration livrée à elle-même avec un sentiment de laisser aller et un pouvoir politique corrompu et impuissant. Ajouter à cela une gestion chaotique des secteurs vitaux tels que l'énergie, l'eau, les ordures, la sécurité sociale et l'infrastructure.
- Les réformes sont déléguées aux calendes grecques (là où la Grèce a dû les subir de plein fouet et avec des sacrifices pour la population très élevés et ce malgré un soutien européen massif). La difficulté d'envisager une sortie de crise car la présidentielle est un élément du puzzle, le gouvernement, le programme, les législatives, le consensus et les problèmes à faire passer des mesures nécessaires et impopulaires sont la partie la plus complexe à mettre en œuvre.
- Enfin, il est clair que la partie interne est à la limite moins complexe que la partie régionale. Cette dernière a besoin d'un miracle pour stabiliser les pays voisins ensuite réintégrer les réfugiés dans le circuit économique dans un contexte de prix de pétrole bas et des pays du Golfe essoufflés.

Nous avons quelques éléments positifs :

- Un secteur bancaire résilient et solide avec un bilan total de 182 milliards de dollars (150 milliards de dépôts).
- Un financement souple de l'économie grâce à un certain nombre de dispositions de la BDL pour soutenir l'habitat, l'environnement, les PME, l'éducation et l'énergie renouvelable. Le soutien à l'économie en 2015 a été de 1 milliard. Il sera de 1,5 milliards en 2016.
- La CMA a été créée et bientôt une bourse électronique.
- Une bonne nouvelle est la chute de près de 50% des prix des carburants ; ce qui va se répercuter à la fois sur les coûts de production, le pouvoir d'achat, le déficit public, la balance des paiements et bien entendu le coût du transport.

De ces faits, il nous semble qu'il y a un dérapage contrôlé uniquement par des ressources de la BDL, la solidité du secteur bancaire et un maintien de ressources de financement public. Malgré les fuites, fraude, gaspillages et contrebande.

Alors ça passe ou ça casse ?

Tout concourt à penser que l'économie ne pourra pas tenir sans une bonne nouvelle qui devra débloquer la situation. Il devient impératif de renverser la tendance, car si 2016 se présente sous le même aspect ou pire ce sera la faillite programmée de nombre d'entreprises et un recul de pouvoir d'achat menant à une tension solide extrême. On ne connaît pas les formes que prendrait le ras-le-bol mais il y a des risques de dérapages.

On ne peut pas jouer indéfiniment avec le barrage qui empêche l'effondrement.

L'indicateur de la balance de paiement est le plus inquiétant car si les réserves sont importantes, elles ne sont pas infinies. Il devient vital de pallier le manque de perspectives extérieures par des mesures internes de reprise.

L'état est confronté à nombre de demandes d'indemnisation à cause de la mauvaise gestion, de l'improvisation et surtout des politiques contradictoires au sein même de l'exécutif.

Pour que la confiance reprenne, il faudrait tout de suite une redynamisation du processus institutionnel, couplé à un gouvernement technocrate de travail qui aura un programme très chargé de réformes et de remise sur pieds de l'administration, des services publics, de l'infrastructure et de l'économie, entrouvrant des compromis sociaux qui empêcheraient l'explosion.

Les baisses de l'activité ont été graduelles jusqu'à présent, sans solution à terme, elles deviendraient rapides dans un environnement tendu.

La tension politique étant à son comble, il est important de comprendre l'enjeu réel qui est le maintien de notre modèle, la survie de notre économie et la stabilité monétaire. Sans ces variables, il nous sera très difficile d'éviter le pire.

Avons-nous le temps ?

L'expérience montre que la dégradation devient vite exponentielle et la situation peut devenir non maitrisable. La solidité de nos institutions bancaires, monétaire et de sécurité sont des garants mais à trop forcer sur la corde elle peut ne pas tenir.

Il faut dire que nous avons passé un cap difficile (2011-2015), il nous reste à surmonter la phase complexe (2015-2020). C'est facile de rejeter la faute sur les événements régionaux, mais il y a une responsabilité interne évidente.

Lorsque la responsabilité locale existe elle peut amortir les chocs et trouver des palliatifs et des alternatives. Lorsqu'elle est inexistante, les problèmes sont encore plus aigus et leur impact devient fortement relatif.

Il y a donc un moyen d'éviter que ça casse, c'est de permettre aux activités économiques de souffler et pour cela créer les conditions structurelles de la confiance.

Les acteurs politiques sont inconscients et leur discours montre qu'ils sont obnubilés par le critère de représentation. Mais pour faire quoi ? Le blocage est devenu une routine sordide, car tous veulent une participation à la décision mais sans vision, ni perspectives ni solution proposée. Si la suggestion vient de l'autre bord, elle est rejetée. La démarche politique est complètement à bout de souffle et de désintérêt, et le rejet par la population de ces pratiques devient très élevé.

C'est pour cette raison, et pour éviter que ça casse, ils vont mieux laisser la place à une équipe de gestionnaires avertis au moins le temps d'effectuer les réformes indispensables.

Il ne faut pas espérer un flux extérieur, ou une bouffée d'oxygène: le pétrole est au plus bas. Le Golfe est en crise, les pays d'Afrique également, les conflits sont ouverts, le monde n'a pas encore surmonté la baisse de la croissance sauf aux Etats-Unis.

Il ne reste que la marge de manœuvre interne. Ou bien il y a un sursaut et c'est une sortie de crise ou il y a un entêtement de la part de ces acteurs et ça risque de casser, en 2016 ou un peu plus tard.
